

## **TOURMENTE POPULAIRE ET CONFUSION POLIIQUE**

### **Avant-propos**

Que dire de 2009 ? En attendant le jugement de l'histoire, il n'est pas inutile de revenir sur les lignes de force qui ont traversé cette année si particulière, et sur les leçons qu'en a tirées le SeFaFi au fil de ses communiqués. Prendre position en période troublée comporte le risque d'être mal compris, de se faire instrumentaliser ou, tout simplement, de se tromper ; se taire, par contre, aurait été signe de lâcheté, de démission ou de compromission.

La crise politique a éclaté en janvier ; elle s'est cristallisée dans les transferts de pouvoir du 17 mars ; et elle s'est enlisée jusqu'en décembre dans des palabres stériles et des accords contestés aussitôt que signés. Pareil enchaînement n'est pas fortuit. Le SeFaFi en avait détecté les symptômes lointains autant que les causes immédiates, même si d'autres décisions de ce même pouvoir avaient eu une connotation plus positive : mauvaise gouvernance, détournements de biens publics, élections trafiquées, atteintes aux droits de l'homme<sup>1</sup>, et, ce qui fit office de détonateur, les affaires Daewoo et Viva<sup>2</sup>.

Lorsque la tempête éclata, le SeFaFi a dénoncé les excès inacceptables tels que les violences et les pillages, l'abus de la force et les homicides, la haine et l'esprit partisan<sup>3</sup> ; dans le même temps, il a tenté d'affiner l'analyse pour mieux comprendre le sens et la portée de l'événement<sup>4</sup>. Enfin, il a encouragé toute initiative et tout effort susceptibles de favoriser une sortie de crise cohérente et acceptée de tous<sup>5</sup>. Notre échec fut celui de tous ceux qui ont tenté l'impossible : le FFKM, la communauté internationale, et la société civile. Pour ceux qui s'y sont adonné de bonne foi, et ils ont été nombreux, la désillusion a été rude, à la mesure du préjudice porté au pays.

---

<sup>1</sup> « Du bon usage de l'argent public » (11 juin 2004), « Toujours des restrictions aux libertés de réunion et de manifestation » (16 décembre 2005), « Détournements de deniers publics, entorses aux procédures budgétaires » (27 octobre 2007), « Quelle crédibilité pour nos élections et pour nos élus ? » (5 février 2008), « Des ressources minières au profit de quels intérêts ? » (9 juin 2008), « La hausse du coût de la vie » (12 septembre 2008)...

<sup>2</sup> « Comment gérer nos terres » (8 décembre 2008), « Affaire Viva. Retour sur l'ordre public et la liberté d'expression » (24 décembre 2008).

<sup>3</sup> « La force ne résout pas les problèmes » (5 mars 2009), « Antso ho an'ny ankolafin-kery eto amin'ny firenena » (15 juin 2009), « Quelle justice pour le présent et l'avenir ? » (29 octobre 2009).

<sup>4</sup> « Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972 » (17 février 2009), « Pour un retour à la sagesse politique » (16 juin 2009), « La Transition. Rappel des vrais objectifs » (23 novembre 2009).

<sup>5</sup> « Réussir la Transition » (19 avril 2009), « Garder le cap » (18 juillet 2009), « Sortir de l'impasse » (13 décembre 2009).

Il faut en convenir, l'incapacité de la classe politique à s'entendre sur le bien commun de la nation, ne fût-ce que par respect des citoyens, constitue un déni clair, massif et public, des valeurs malgaches dont les uns et les autres ne cessent de se réclamer. Le *fihavanana* ne serait-il plus qu'une clause de style à laquelle personne ne croit ? Il serait donc préférable de renoncer à cette hypocrisie collective, qui dissimule mal les ambitions personnelles et les intérêts particuliers ; ou d'exiger désormais, de la part de ceux qui en appellent à ces valeurs, qu'ils les respectent dans leurs actes et dans leur vie personnelle...

Plus profondément, la crise de 2009 signe l'échec de l'ensemble de la classe politique malgache. La succession de reniements de la part de personnalités ayant exercé des responsabilités nationales, les changements d'allégeance politique, les alliances contre nature qui se font et se défont au gré des humeurs et des avantages personnels, tout cela démontre à l'évidence que quelque chose ne tourne pas rond. Il n'y a plus ni fidélité à la parole donnée, ni sens de l'honneur ni respect de soi-même. Des hommes et des femmes qui renient leurs engagements publics sans explications ni états d'âme sont-ils encore dignes de parler et d'agir au nom de leurs concitoyens ? Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le pays tout entier en soit affecté, sous le regard étonné de la communauté internationale.

En tant qu'observateur de la vie publique, le SeFaFi ne peut que réitérer sa volonté de contribuer à l'assainissement de nos mœurs politiques. Les élections à venir témoigneront de la volonté et de la capacité de chacun à se plier à ces deux exigences démocratiques élémentaires : le pouvoir tire sa légitimité du vote des citoyens, et l'exercice du pouvoir prend fin dès lors que les électeurs n'y consentent plus.